

**CENTRE DE TRADUCTION ET DE
TERMINOLOGIE JURIDIQUES (CTTJ)**
Faculté de droit
Université de Moncton, campus de Moncton

<p>RAPPORT ANNUEL au 30 avril 2021</p> <p>PRÉSENTÉ AU SÉNAT ACADÉMIQUE</p>
--

Téléphone : 506-858-4145 Courriel : cttj@umoncton.ca Site Web : www.cttj.ca

1. BILAN

a) Objectifs fixés pour 2020-2021 et résultats obtenus

(i) **Poursuivre l'œuvre de francisation et d'uniformisation du vocabulaire de la common law.**

- Dans le cadre du Réseau des centres de jurilinguistique rattachés aux universités de Moncton, d'Ottawa, de McGill et de St-Boniface, nous avons **rédigé** les dossiers suivants et participé aux délibérations du comité de normalisation à leur sujet dans le domaine de la violence familiale : n^{os} 301 (termes de base), 302 (*family violence*) et 303 (termes connexes). Ces dossiers traitent 44 termes. Nous avons également **entamé** la rédaction des dossiers suivants dans ce domaine de la violence familiale : n^{os} 304 (*intergenerational*), 305 (*neglect I*), 306 (*cycle of violence*), 307 (*neglect II*) et (308 *abuser*). Ces dossiers traitent actuellement 43 termes. Nous avons **commenté** les dossiers suivants (nouveaux ou revisités, tous rédigés par d'autres équipes) et participé aux délibérations du comité de normalisation à leur sujet : n^{os} 101 (*financial abuse*) et 201 (*damage, harm, injury*). Ces dossiers traitent 28 termes. Les termes des dossiers 101, 201, 301, 302 et 303, au nombre de 72, ont été normalisés. Ces dossiers sont indexés et affichés intégralement sur notre site Web à l'adresse http://www.cttj.ca/?page_id=4079. Nous avons continué le **projet pilote de normalisation ponctuelle**, en vue de répondre aux besoins terminologiques ponctuels des utilisateurs. Le CTTJ a présenté deux dossiers et participé aux délibérations du comité de normalisation à leur sujet : n^{os} 301 (*disgorgement*) et 302 (*armchair rule*). Ces dossiers traitent 53 termes.
- Nous avons aussi poursuivi les travaux de révision et d'enrichissement de JURITERM, la banque terminologique de la common law du CTTJ, en ajoutant 458 fiches et en actualisant 1 626 fiches. JURITERM est consultable sur le site Web du CTTJ et notre compteur indique que 66 956 recherches y ont été effectuées au cours de la dernière année, soit une augmentation de près de 15 % depuis 2 ans. Il faut noter que nos recommandations paraissent également dans la banque de terminologie TERMIUM PLUS[®] du gouvernement fédéral qui est grandement utilisée, mais qui malheureusement ne comptabilise pas ce genre de statistiques pour nous.

(ii) Travailler à l'avancement de la jurilinguistique française.

- Le Centre a poursuivi la diffusion du *Juridictionnaire* (recueil des difficultés et des ressources du français juridique). Le *Juridictionnaire* est consultable gratuitement en ligne sur le site du CTTJ et figure également parmi les outils d'aide à la rédaction sur le site de TERMIUM PLUS®. Selon les statistiques récentes du Bureau de la traduction du Canada, le *Juridictionnaire* figure encore et toujours parmi les outils les plus consultés parmi tous les outils linguistiques disponibles sur leur site Web, notre version sur le site TERMIUM PLUS ayant fait l'objet de 584 022 vues, soit une augmentation impressionnante de plus de 25 % au cours des deux dernières années.
- Le Centre a continué à alimenter son site Web, sur lequel il diffuse entre autres des *Actualités jurilinguistiques*, une *Veille documentaire* et les dossiers d'analyse rédigés dans le cadre des travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law.

(iii) Apporter une aide aux personnes soucieuses de s'exprimer correctement en français juridique.

- Le Centre a fourni des services d'aide à la rédaction juridique et donné des séances d'information sur les outils disponibles à cette fin.

(iv) Contribuer de façon générale à l'avancement du bilinguisme officiel dans les secteurs public et privé.

- Le Centre a continué d'être le principal traducteur, pour le compte du gouvernement du Nouveau-Brunswick, des **décisions de justice** publiées dans les deux langues officielles. Parmi ses autres travaux à contrat, il a aussi traduit plusieurs **lois, règlements et règles**, notamment pour le compte de gouvernements provinciaux et de divers ordres professionnels, ainsi que des **arrêtés municipaux**, et fourni des **services d'expert** en jurilinguistique, notamment au ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada concernant les accords avec des peuples autochtones.
- Par ailleurs, notre projet intitulé « Traduction de décisions judiciaires unilingues d'importance dans l'autre langue officielle », qui avait été accepté l'année précédente par le ministère fédéral de la Justice par l'entremise du Fonds d'appui à l'accès dans les deux langues officielles, s'est poursuivi. Le but ultime de cet important projet est d'accroître le nombre de décisions judiciaires d'importance accessibles dans les deux langues officielles dans toutes les provinces et tous les territoires canadiens. Ce projet, qui nous a permis de traduire cette année près d'une soixantaine de décisions représentant près d'un demi million de mots, n'aurait pu être rendu possible sans la participation de membres de la profession juridique de partout au pays qui ont pris le temps et consacré les efforts nécessaires (et qui continuent à le faire) afin d'alimenter notre liste de décisions nécessitant traduction, principalement, mais non exclusivement, dans les domaines du **droit pénal** et du **droit de la famille**. Sans l'ombre d'un doute, ce projet ambitieux constitue une occasion inespérée d'obtenir des ressources nécessaires capables d'appuyer la pratique du droit dans les deux langues officielles.

(v) Collaborer avec d'autres organismes à la réalisation d'objectifs communs.

- Le Centre a collaboré avec divers partenaires à la réalisation de divers objectifs communs, notamment en matière de formation dans le domaine de la justice, de la normalisation du vocabulaire français de la common law et de la production et de la diffusion d'outils jurilinguistiques.
- Le directeur du Centre, Serge Rousselle, a participé aux réunions du **Réseau national de formation en justice (RNFJ)**, ainsi qu'à celles du comité de gestion de l'**Observatoire international des droits linguistiques**, tout en étant membre du **Comité consultatif sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles** du ministère fédéral de la Justice.
- Le Centre a également participé, en mars 2021, à la **14^e édition de l'Institut annuel de jurilinguistique** par l'entremise de son directeur qui y a fait une présentation ayant pour thème « Les enjeux du recrutement de jurilinguistes ».

b) Mandat du Centre

Créé par la Faculté de droit en 1979, le CTTJ a pour mission de travailler à l'aménagement du français juridique au Canada par la production de documents et d'outils qui facilitent l'apprentissage et l'exercice de la common law en français. Il offre des services de traduction, de révision, de consultation et de terminologie à une clientèle variée des secteurs public et privé, le tout étant rendu possible grâce à ses activités de recherche jurilinguistique et à sa production lexicographique. Le CTTJ assure ainsi aux collectivités francophones du pays un accès accru aux services juridiques dans leur langue, tout en collaborant, à l'échelle mondiale, à l'avancement du français dans les institutions juridiques.

c) Ressources humaines et infrastructure

Serge Rousselle, c.r., professeur titulaire et avocat, est le directeur du Centre. **Cécile Bourque** est responsable des services administratifs et le travail de secrétariat est assuré par **Debbie Maillet**. **Nadine Langis**, trad. a., est réviseuse et juriste-conseil. **Micheline Boudreau** est terminographe. **Sabrina Carrier** est traductrice et chargée de projets. **Valérie Martin** s'est jointe à l'équipe en janvier dernier à titre de chargée de recherche et aide terminologue. De même, à contrat, **Gérard Snow**, C.M., trad. a., continue d'occuper les fonctions de juriste-conseil et collabore aux travaux de révision et de traduction, alors que **Denise Richard-LeBlanc**, trad. assure la révision des décisions de justice et **Catherine Boulet** est lectrice-correctrice.

Il faut noter que, compte tenu d'une somme colossale de travail à accomplir et dans un esprit de renouvellement de son personnel, Sabrina Carrier et Valérie Martin se sont ajoutées à notre personnel au cours des deux dernières années. De plus, sachant que le CTTJ travaille également

avec des jurilinguistes qui effectuent des travaux de recherche et de traduction à titre de consultants ou de pigistes, il nous faut souligner qu'au cours des deux dernières années, nous avons plus que doublé le nombre de nos pigistes, le Centre contribuant également à leur formation continue.

Le Centre est conseillé par un **comité d'orientation** présidé par le doyen de la Faculté de droit, **Denis Roy**.

d) *Activités de recherche et de développement*

(i) Programmes et projets principaux de recherche et de développement

Grâce au soutien financier de Justice Canada, le CTTJ a pu continuer d'élaborer une terminologie française de la common law, notamment en participant aux travaux de normalisation à l'échelle nationale, en enrichissant sa banque de terminologie, et en actualisant ses autres produits et en assurant la diffusion continue, le tout ayant été élaboré dans la première partie de ce texte sous « Objectifs fixés en 2020-2021 ».

(ii) Diffusion de la recherche

Outre la 1^{ère} et la 2^e éditions du dictionnaire *La common law de A à Z* qui ne sont disponibles qu'en version papier (aux Éditions Yvon Blais), les produits suivants peuvent être consultés sur le site du CTTJ (www.cttj.ca) :

- (1) **JURITERM** (banque terminologique de la common law), qui compte environ 19 000 entrées consultables gratuitement sur ordinateur personnel ou appareil mobile.
- (2) Le *Juridictionnaire* (recueil des difficultés du français juridique) qui est disponible en outre sur **TERMIUM PLUS®**.
- (3) Le *Répertoire des appellations en usage dans les régimes de common law* (anglais-français).
- (4) Les *Actualités jurilinguistiques*.
- (5) La *Liste d'outils linguistiques pour la traduction juridique au Canada*.
- (6) La *Liste des monographies et articles sur la jurilinguistique française*.
- (7) Les dossiers terminologiques servant aux travaux de normalisation.

e) *Autres activités*

En plus d'effectuer des travaux de recherche, le CTTJ fournit à contrat des services de traduction, d'adaptation et de consultation comme ceux mentionnés plus haut.

f) *Financement*

Les travaux **de recherche et de publication** sont subventionnés, pour la plupart, par le ministère de la Justice du Canada dans le cadre du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles, tandis que les services **de traduction et d'expertise** sont généralement fournis à contrat. Les recettes du CTTJ au dernier exercice ont été de 421 300 \$ en subventions et de 896 588 \$ en contrats, pour un total de 1 317 888 \$ (soit une

augmentation de plus de 80 % par rapport à l'année 2018-2019, année au cours de laquelle les recettes totalisaient 725 591 \$).

2. OBJECTIFS POUR L'ANNÉE 2021-2022

Le CTTJ prévoit poursuivre dans la voie actuelle, contribuant toujours à la promotion de l'égalité linguistique et à l'aménagement du français en matière de services juridiques. Le Centre est extrêmement bien positionné et reconnu dans ses domaines d'expertise et est très actif et productif parmi les centres de jurilinguistique canadiens. Il est en outre le seul à produire des outils scientifiques et se démarque par la fiabilité de ses outils et la qualité reconnue de ses travaux.

Dans cet esprit, les principales activités à réaliser au cours de la prochaine année sont les suivantes :

- coordonner les travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law et collaborer à la réalisation de ces travaux;
- élaborer, enrichir et diffuser la banque de terminologie JURITERM qui contribue de manière importante à la diffusion du vocabulaire français de la common law;
- élaborer, enrichir et diffuser les outils jurilinguistiques dans le domaine de la common law en français que sont le dictionnaire *La common law de A à Z* et le *Juridictionnaire*;
- fournir des services de consultation jurilinguistique qui permettent aux formateurs et aux membres de la communauté juridique de bénéficier de l'expertise du CTTJ;
- collaborer à l'alimentation du portail *Jurisource.ca*;
- continuer la veille documentaire en matière de jurilinguistique et d'outils pour la traduction juridique;
- diffuser les *Actualités jurilinguistiques* en ligne;
- collaborer et participer à la 15^e édition de l'*Institut annuel de jurilinguistique*; et
- participer et contribuer aux activités du *Réseau national de formation en justice*.

3. REMERCIEMENTS

Nous remercions l'**Université** et la **Faculté de droit** ainsi que **Justice Canada** de leur appui indéfectible aux travaux du CTTJ dans le domaine de la jurilinguistique. C'est avec beaucoup de satisfaction que nous constatons que nos travaux servent, de par leur qualité et leur utilité, au rayonnement de notre université et à l'avancement de la société acadienne et de la francophonie canadienne, tant sur le plan pancanadien qu'à l'échelle internationale.

Le directeur du CTTJ,

Serge Rousselle